

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE

Six magistrats révoqués en deux jours

La deuxième session disciplinaire du CSM pour l'année 2008 qui a débuté le samedi 5 avril se poursuit toujours au siège du ministère de la Justice et ce jusqu'à la fin de la semaine. 17 magistrats sont concernés et 6 d'entre eux ont été révoqués durant les deux premiers jours. La liste reste ouverte.

Ilhem B. Tir - (Le Soir) - C'est la deuxième session disciplinaire de l'année en cours et la huitième depuis l'installation officielle du CSM en août 2005 au siège de la Cour suprême par le président Bouteflika.

A en croire ces chiffres, le rôle du CSM risque d'être confiné à la seule tâche disciplinaire. Cependant, lors de ces différentes sessions précédentes, plus d'une soixan-

taine de magistrats sont passés et dont la majorité ont été reconnus coupables de faits répréhensibles, certains ont même été limogés alors que d'autres ont été rétrogradés.

En tout cas pour le bilan de cette session, les sentences prononcées jusqu'à présent ont été lourdes car elles concernent uniquement la révocation. C'est le cas de 6 magistrats qui ont comparu le samedi et dimanche der-

niers et auxquels, on reproche : la corruption, le trafic, l'abus d'influence et le manquement à l'obligation de réserve. Les faits pour ses magistrats révoqués ont été avérés selon des sources proches du CSM.

Ainsi la corporation des magistrats continue à subir une véritable purge et pour la session de ce mois d'avril, le CSM passera au crible une quinzaine de dossiers qui concernent 17 magistrats. On apprend également que durant la journée d'hier, trois autres magistrats ont comparu devant les membres de la commission disciplinaire pour les mêmes faits cités plus haut. Quant au lieu de la réunion, le CSM a siégé

encore une fois au ministère de la Justice bien qu'il dispose d'un secrétariat selon les déclarations du ministre de la Justice, Tayeb Belaiz.

Sur un autre plan, les juges s'interrogent quant à l'application du code d'éthique des magistrats algériens qui, rappelons-le, a été élaboré conjointement par le Syndicat national des magistrats (SNM) et l'Association du barreau algérien ABA dont le directeur régional Richard Paton avait déclaré « nous continuerons à croire que ce code constituera une base solide pour une meilleure promotion de l'indépendance de la justice en Algérie ».

I. T.

APN

Adoption de l'ordonnance relative aux attributions et missions de l'IGF

L'APN a adopté, hier, l'ordonnance présidentielle complétant la loi relative à l'organisation, à la gestion et à la privatisation des entreprises publiques économiques (EPE). Les nouvelles dispositions de ce texte viennent renforcer et élargir les missions de l'Inspection générale des finances (IGF).

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - L'Assemblée populaire nationale a repris, hier, ses travaux en séance plénière. Après avoir approuvé la qualité de deux nouveaux membres de l'APN, les députés ont adopté le projet d'ordonnance complétant la loi 04-01 relative à l'organisation, à la gestion et à la priva-

tisation des entreprises publiques économiques. Ce texte de loi concerne exclusivement les attributions et les missions de l'Inspection générale des finances dans le cadre du contrôle des EPE. « Les entreprises publiques économiques peuvent faire l'objet de contrôle et d'audit de gestion par l'IGF à la

demande des autorités ou des organes représentant l'Etat actionnaire », indique l'article 7 bis de cette ordonnance qui a été publiée au Journal officiel le 2 mars 2008. Les droits et les obligations des gestionnaires d'entreprises en cas d'intervention de l'IGF sont également définis.

Ils doivent, entre autres, présenter aux auditeurs « les valeurs et les justificatifs nécessaires à l'accomplissement de la mission » et « ne peuvent se soustraire à ces obligations en opposant le respect de la voie hiérar-

chique, le secret professionnel ou le caractère confidentiel des documents à consulter ». Le texte a été adopté par l'ensemble des groupes parlementaires, à l'exception de ceux du RCD et du PT. Ces deux formations estiment que ce texte aurait dû être soumis « à un débat démocratique du fait de son importance ».

Lors de la plénière d'hier, l'Assemblée a également débattu le projet de loi portant nouvelles règles de la concurrence ainsi que les missions du Conseil de la concurrence.

T. H.

AFFAIRE DE L'OAIC

12 responsables ainsi que le patron du groupe Sim placés sous contrôle judiciaire

Le juge d'instruction près le tribunal d'El Affroun, dépendant de la cour de Blida, a placé, à une heure très tardive de la nuit de dimanche dernier, 12 responsables de l'Office algérien interprofessionnel des céréales, (OAIC) et de la coopérative des céréales et des légumes secs d'El Affroun (CCLS) ainsi que le patron du groupe Sim, sous contrôle judiciaire alors que les autres prévenus, au nombre de 25, ont bénéficié de la liberté provisoire.

Ils sont, pour la plupart, poursuivis des chefs de dilapidation de deniers publics, de passation de contrats contraires à la législation, faux et usage de faux, fausse écriture sur document officiel, négligence ayant entraîné un manque à gagner et complicité.

Il faut savoir que le ministère public avait, au préalable, requis à l'encontre des 13 inculpés un mandat d'arrêt et que la juridiction d'instruction, qui n'a pas cru devoir suivre ces réquisitions, a décidé de les mettre sous contrôle judi-

ciaire. Ainsi, il est reproché aux inculpés la disparition de grandes quantités de blé et la distribution non équitable de quotas de blé aux meuniers et ce, par rapport aux décisions de limitation introduites par l'Etat et fixée à 50%.

Partant de ce constat, la section de recherches du groupement de gendarmerie de Blida a ouvert une enquête judiciaire qui a abouti, après huit mois d'investigations et d'interrogatoires, à la présentation des mis en cause devant la justice. Pour le cas du patron du groupe Sim qui

est poursuivi pour passation de marchés contraires à la législation et de complicité de dilapidation de deniers publics, il lui est reproché d'avoir acheté du blé de la CCLS à un prix réduit.

Toutefois, selon une source, on croit savoir que les prévenus avaient justifié, lors de leur audition auprès du procureur, la réfaction établie sur la base d'une convention entre les deux parties qui obéissait à des mesures de protection de la CCLS qui s'est retrouvée, après l'ouverture au privé d'importer le blé, avec des quantités de stocks très importantes car elles n'auraient pas trouvé preneurs chez les meuniers nonobstant les opérations de forçage qu'elle aurait réalisées auprès d'eux.

« Ces quantités de blé auraient fait l'objet de déprédation si elles n'avaient pas été reprises par le groupe Sim et la CCLS aurait fait banque-

route puisqu'elle serait dans l'incapacité d'assurer le salaire des employés », aurait argumenté le P-dg de l'OAIC qui a été le premier à avoir été entendu. Approchés à la fin des auditions qui se sont achevées à 23h45, les avocats du patron du groupe Sim avaient affiché une mine embarrassée.

« Nous n'avons pas encore consulté le dossier de l'enquête préliminaire d'où notre silence, mais une fois que nous aurons pris connaissance des tenants et des aboutissants de l'affaire, nous pourrions à ce moment là nous prononcer sur le devenir de ce dossier », nous ont affirmé les défenseurs du patron de Sim.

Notons que les parents des prévenus sont restés regroupés à l'extérieur du tribunal jusqu'à la fin des auditions.

M. B.

PROCÈS MOHAMED BETCHINE - ÉDITEURS DE JOURNAUX

Quatre éditeurs condamnés à des amendes

La cour de Constantine a rendu hier son verdict dans l'affaire en diffamation opposant le général à la retraite Mohamed Betchine aux éditeurs des journaux *El Watan*, *Liberté*, *Le Matin* et *El Khabar*.

Omar Belhouchet, Abrous Outoudert, Mohamed Benichou et Ali Djarri ont ainsi été condamnés à verser 50 000 DA d'amende et 50 000 DA de dommages et intérêts au plaignant.

Un verdict qui reste, aux yeux de l'avocat des journalistes, Me Zoubir Soudani, une condamnation même si elle est atténuée parce que, selon ses termes, ses clients n'avaient pas diffamé un général à la retraite mais publié une lettre ouverte.

« Je suis convaincu qu'il ne s'agit pas de diffamation et à cet effet, nous allons immédiatement introduire un pourvoi en cassation. »

C'est une contribution d'une tierce personne qui éclaire un pan de l'histoire de l'Algérie, des témoignages. Peut-on juger l'histoire ? » s'interrogea-t-il.

Il est à rappeler que les tenants de cette affaire, qui a été enrôlée pour une deuxième fois après cassation, remonte à 1998, date du dixième anniversaire des événements d'Octobre 1988.

A cette occasion, l'ex-chef de cabinet du directeur des services de renseignements algériens, Hichem Aboud en l'occurrence, avait publié une lettre ouverte sur les colonnes des quotidiens *Liberté*, *El Watan* et *El Khabar* dans laquelle, il accusait son patron, le général Mohamed Betchine, de diriger la torture sur les jeunes arrêtés durant ces événements. *Le Matin* avait par la suite reproduit des passages de cette lettre.

Ainsi, le général à la retraite Mohamed Betchine a déposé une plainte auprès du tribunal de Constantine pour diffamation. La Cour suprême a désapprouvé le premier jugement pour incompétence territoriale rendu par la juridiction de Constantine.

Lyas Hallas

AFFAIRE NEZZAR / DIRECTION DE L'AGRICULTURE

La cour de Blida allège la peine

La cour de Blida a décidé, lors de son audience d'hier, d'alléger la condamnation de M. Lotfi Nezzar (fils du général en retraite Khaled Nezzar) dans l'affaire relative au forage de puits sur une propriété de Bouchaoui.

La Direction de l'agriculture avait poursuivi en justice M. Lotfi Nezzar, estimant ces forages illégaux. En première instance, le tribunal de Chéraga avait considéré que l'accusation était fondée et avait par conséquent condamné M. Nezzar à 6 mois de prison avec sursis et à une amende.

La cour de Blida a, quant à elle, estimé, hier, que le tribunal avait fait une lecture erronée des textes régissant les forages de puits.

Elle a donc cassé le jugement et annulé la peine de 6 mois de prison avec sursis tout en infligeant à M. Nezzar une amende de 15 000 DA.

R. N.